

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico  
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 1<sup>er</sup> février 2024

Le Fonds Monétaire International (FMI) a revu à la hausse son estimation de croissance pour l'économie mexicaine, à 2,7 % pour 2024, soit +0,6 point de pourcentage (pp) par rapport à l'estimation d'octobre 2023.

### LE CHIFFRE A RETENIR

# 2,7 %

Prévision du taux de  
croissance du PIB mexicain  
selon le FMI

Après une expansion estimée à 3,4 % en 2023 (+0,2 pp par rapport à l'estimation d'octobre), le Fonds envisage un ralentissement pour 2024 à 2,7 % du PIB, qui devrait être encore plus marqué en 2025 (+1,5 % du PIB).

L'amélioration de l'estimation de croissance du PIB pour 2024 s'explique principalement par (i) des effets de report statistique générés par des résultats de croissance plus élevés que prévu en 2023 et (ii) d'une croissance plus forte que prévu chez les principaux partenaires commerciaux, dont notamment les États-Unis (+2,1 % du PIB estimé pour 2024).

Toutefois, le Fonds estime que la demande globale devrait se modérer en 2024 en raison des effets décalés du resserrement de la politique monétaire, de l'ajustement budgétaire progressif et de la modération des marchés du travail.

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

Selon les chiffres préliminaires de l'Institut national de statistiques et de géographie (INEGI), l'économie mexicaine aurait enregistré une croissance de 3,1 % en 2023. Cette estimation dépasse légèrement la prévision de 3 % du Ministère des Finances, mais reste inférieure à celle de la Banque du Mexique (Banxico) qui prévoyait une progression de 3,3 % pour 2023. Selon l'INEGI, la croissance aurait été tirée par (i) la consommation, en raison de l'augmentation des envois de fonds, des transferts gouvernementaux et de la masse salariale, et (ii) la formation brute de capital fixe en lien avec la construction d'infrastructures publiques. Par ailleurs, l'estimation opportune de l'INEGI indique que l'économie mexicaine n'aurait progressé que de 0,1 % g.t. (soit 2,4 % g.a) au T4 2023, portée par les activités primaires (+1,1 % g.t) tandis que le secteur les activités secondaires et tertiaires sont restées stables (+0,1 % g.t et +0 % g.t respectivement).

Selon Banxico, les transferts de fonds perçus par le Mexique aurait atteint 63,31 Mds USD en 2023, soit une augmentation annuelle de 7,6 %. La progression annuelle de 2023 est inférieure à celle observée en 2022, lorsque les envois de fonds avaient augmenté de 12,08 % g.a. Toutefois, le montant atteint constitue un record historique, et confirme les estimations du président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), qui prévoyait que les remises de fonds dépassent 63 Mds USD. La quasi-totalité des envois de fonds auraient été effectuée par virement électronique (99 %), les transferts en espèces et en nature et les mandats représentaient respectivement 0,8 % et 0,2 % des envois de fonds.

Selon l'Institut mexicain pour la compétitivité (IMCO), les investissements directs étrangers liés au *nearshoring* auraient enregistré une croissance de 47 % au cours des neufs premiers mois de l'année 2023 par rapport à la même période en 2022. Dans son étude, l'IMCO a identifié 57 branches industrielles clés dont les changements dans les recettes d'investissements étranger sont les plus associés à cette tendance de relocalisation. Au cours des neufs premiers mois de 2023, ces secteurs ont attiré 15 Mds USD d'IDE, contre 10,5 Mds USD reçus entre janvier et septembre 2022. Ces industries sont celles qui sont les plus intégrées dans les chaînes de production mondiale. Selon l'IMCO, pour renforcer le processus de *nearshoring* au Mexique, des thèmes prioritaires doivent être abordés, tels que l'investissement public dans les infrastructures pour réduire les écarts régionaux, ou encore la formation de la main d'œuvre pour participer à des activités à haute valeur ajoutée.

Selon Banco Base, le PIB par habitant ne connaîtrait pas de croissance au cours du mandat du président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), de sorte qu'il accuserait toujours un retard de 1,6 % à la fin de 2024 par rapport à 2018.

En 2023, les exportations mexicaines auraient totalisé 593,1 Mds USD, atteignant un niveau record notamment grâce aux ventes à l'étranger de l'industrie automobile (32 % du total des exportations en valeur). Toutefois, les exportations de marchandises auraient ralenti en 2023, enregistrant une croissance de 2,6 % g.a., bien en deçà des +16,7 % g.a. de 2022. Ce ralentissement s'expliquerait notamment par la baisse des

exportations de pétrole (-14,8 % g.a.) et des exportations manufacturières hors automobile (-0,9 % g.a.).

## Finances publiques

Les recettes publiques de l'Etat mexicain auraient augmenté de 1 % g.a. en 2023, atteignant un montant inférieur à ce qui avait été approuvé dans la loi sur les recettes fédérales. Selon le rapport sur les finances publiques du Ministère des Finances, cette faible croissance s'expliquerait par des recettes pétrolières et fiscales plus faibles que prévues, malgré une croissance annuelle de 12,4 % des revenus fiscaux. Quant aux revenus pétroliers, en 2023, ils ont enregistré une baisse de 31 % g.a.

En 2023, les recettes douanières mexicaines ont enregistré une contraction annuelle de 2,1 %, malgré une augmentation annuelle des opérations de commerce extérieur (+3,9 %). Par ailleurs, les recettes douanières sont restées inférieures à leur niveau pré-pandémique, malgré le dynamisme de l'économie mexicaine en 2023.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 01/02/2024
Bourse (IPC)	3,55%	+5,15 %	57 372,76 points
Change MXN/USD	-0,12%	-7,50%	17,21
Change MXN/EUR	-0,69%	-9,00%	18,62
Prix du baril mexicain	4,38%	+4,21%	72,93

## Amérique centrale

Nouvelle dégradation de la position des pays de la région au classement Transparency International 2023. Selon ce classement international relatif à la perception de la corruption, ce recul, généralisé à l'échelle du continent, s'explique notamment par l'absence d'indépendance de la justice (en particulier l'utilisation du système judiciaire à des fins politiques s'agissant du CA-4).

Pays	Rang 2022 (/180)	Rang 2023 (/180)
Costa Rica	48	45
Panama	101	108
El Salvador	116	126
Guatemala	150	154
Honduras	157	154
Nicaragua	167	172

**Le Mexique suspend ses importations de crevettes centroaméricaines.** Les autorités sanitaires mexicaines justifient leur décision par des doutes quant à la traçabilité des produits importés (suspicion de dissimulation de crevettes équatoriennes). Les montants en jeu (sur la base des exportations nationales de crevettes vers le Mexique en 2023) sont notamment de 77 M USD pour le Honduras et 10 M USD pour le Guatemala.

## Costa Rica

**La Banque Centrale du Costa Rica a abaissé le taux de politique monétaire de 25 points de base, le situant à 5,75 % annuel.**

## El Salvador

**Les envois de remesas ont progressé de 4,6 % g.a. en 2023, à 8,2 Mds USD (soit 23 % du PIB).** Selon la Banque centrale, ces flux émanent à 93% des Etats-Unis, pour des montants mensuels moyens de 310 USD par ménage (un quart des ménages salvadoriens ont reçu des envois de fonds de l'étranger l'année passée).

**Le déficit commercial s'est réduit de 8,4 % g.a. en 2023, à 9,1 Mds USD.** Selon la Banque centrale, si les exportations ont reculé de 8,7 % g.a., à 6,5 Mds USD, les importations ont également enregistré une baisse en valeur, à 15,6 Mds USD (-8,5 % g.a.). Le recul des exportations a notamment porté sur les produits textiles (-16 %, à 1,7 Md USD) et les matières plastiques (-16 %, à 505 M USD), tandis que celui des importations est dû notamment à la baisse de la facture pétrolière (-10 %, à 2,5 Mds USD), à la faveur du recul des cours mondiaux.

## Guatemala

**La collecte fiscale a atteint 110 % des objectifs en 2023.** Les recettes fiscales ont atteint 95,3 Mds GTQ l'année passée, portant le taux de pression fiscale à 12 % du PIB. Les nouvelles autorités du ministère des finances entendent mettre à profit cette manne pour proposer au Congrès une loi de finances rectificative rehaussant le plafond de dépenses pour 2024 (actuellement de 116,1 Mds GTQ), au profit notamment des secteurs de l'éducation, de la santé, de l'intérieur et du maintien des routes.

**L'agence des PPP (Anadie) présente six nouveaux projets en concession (péages), pour un investissement attendu de 790 M USD.** L'arc nord métropolitain constituerait en un tronçon routier de 24 km (160 M USD); l'interconnexion CA-1 / CA-9 connecterait les zones ouest de la capitale sur 10 km (158 M USD); l'interconnexion des zones 12 et 13 de la capitale comprendrait notamment deux tunnels (135 M USD); le nœud d'interconnexion des zones 9, 12 et 13 de la capitale comprendrait un pont et un tunnel (48 M USD); la connexion entre la banlieue sud de Villa Nueva et la zone 12 prévoirait un pont de 900m (150 M USD); enfin, le corridor nord de la zone 18 prévoirait un tronçon routier de 15 km (138 M USD).

## Honduras

**Le pays a affiché le taux d'homicides le plus élevé de la région en 2023.** Celui-ci s'élevait à 31,1 homicides pour 100.000 habitants l'année dernière, contre 21,4 au Belize, 17,2 au Costa Rica, 16,7 au Guatemala, 12,3 au Panama, 7 au Nicaragua et 2,4 au Salvador (qui affichait un taux de 17,6 pour 100.000 fin 2021 et 7,8 fin 2022, dans le contexte de la guerre contre les gangs de Nayib Bukele).

## Nicaragua

**Le nombre de travailleurs formels demeure inférieur aux niveaux pré-crise politique.** Près de 792.000 personnes étaient affiliées à l'Institut nicaraguayen de sécurité sociale (INSS) à fin 2023, un chiffre en hausse de 1,1 % sur un an, mais toujours très inférieur aux 900.000 prévalant en mars 2018, à la veille de la crise politique. Les affiliés de l'INSS représentent 22 % de la population économiquement active.

## Panama

**La Banque de Développement de l'Amérique Latine et des Caraïbes (CAF) prévoit une croissance annuelle de 2 % pour 2024.** Lucia Meza, représentante de la CAF au Panama, considère que ce niveau de croissance est insuffisant pour améliorer les conditions de vie de la population, et que le levier de la productivité devrait être renforcé pour développer le potentiel économique et social du pays. La CAF devrait déployer un portefeuille de prêts entre 400 M USD et 600 M USD, pour financer des projets d'infrastructures, de transformation énergétique, d'éco-tourisme et de développement des PME dans le pays.

**Selon le directeur du Centre latinoaméricain pour la compétitivité et le développement soutenable de l'université INCAE, l'arrêt de l'activité minière entraînerait une perte de 4 % du PIB par an à partir de 2024.** Il considère que le pays doit diversifier son économie et réduire son déficit pour faire face à la situation actuelle, notamment en investissant dans l'innovation, le développement d'activités stratégiques et le tourisme.

**L'Autorité de gestion des déchets urbains et ménagers (AAUD) a lancé une procédure d'appel d'offres pour un contrat d'une durée de trois ans, pour l'exploitation, la stabilisation et la gestion de la décharge du Cerro Patacon et la construction de "nouvelles tranchées" pour un montant de 46,8 M USD.** L'AAUD estime que le Cerro Patacón devrait continuer à fonctionner comme principale décharge de la ville de Panama pendant au moins les trois prochaines années. Cette décision intervient alors

qu'en avril 2023, le Conseil des ministres avait déclaré l'"urgence environnementale" de la décharge en raison des niveaux élevés de pollution dans cette zone. Celle-ci a subi des incendies récurrents entraînant des nuages de fumée toxique sur toute la capitale. Le dernier en date, qui a duré près de 10 jours, a été éteint le 28 janvier 2024.

**Selon la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture du Panama, 70 % des panaméens gagneraient moins de 1 000 USD par mois.** Seulement 3 % de la population gagnerait plus de 3 000 USD mensuels et le salaire moyen des employés du secteur formel se situerait à 735 USD par mois. Le marché de l'emploi ferait face à plusieurs défis dont (i) le manque d'expérience et de productivité, (ii) le faible niveau en langue, (iii) l'insuffisante maîtrise de la technologie et (iv) l'incompatibilité entre les études des citoyens et l'offre sur le marché du travail.

## Caraïbes

**La communauté des Caraïbes (CARICOM) a officiellement lancé, en partenariat avec les Etats-Unis, un fonds de résilience chiffré à 100 M USD visant à accompagner les initiatives favorisant la croissance durable dans la région.** Le fonds investirait dans les PME et les projets d'infrastructures de six secteurs: les énergies renouvelables, le transport vert, l'économie bleue, l'agriculture durable, l'information et les services financiers.

### Cuba

**Le gouvernement cubain a récemment annoncé la modification des droits de douane à l'importation de certains produits.** Le règlement, publié le 15 janvier, établit une augmentation de 20 pp (passant de 10 % à 30 %) des droits sur des produits tels que le tabac, les cigarettes, le rhum et les boissons alcoolisées. Les droits attachés à la clause de la nation la plus favorisée (NPF) ont également augmenté, passant de 5 % à 15 %. La mesure, qui fait partie du « plan d'actions économiques » annoncé par les autorités, a pour objectif la protection de la production nationale de ces produits. Par ailleurs, une réduction de 50 % sur les taxes à l'importation serait appliquée aux matières premières, intrants et biens intermédiaires destinés à la production agricole. Cette réduction serait toutefois appliquée au cas par cas, sur autorisation préalable du Ministère cubain des Finances et des Prix.

### République Dominicaine

**L'économie dominicaine aurait progressé de 2,4 % en 2023.** En décembre 2023, l'indicateur mensuel de l'activité économique (IMAE) de la Banque centrale de la République dominicaine a affiché une croissance de 4,7 %, soit le meilleur taux mensuel de l'année. Ce résultat aurait permis à l'économie dominicaine d'atteindre une croissance moyenne de 2,4 % g.a. pour l'année 2023, en ligne avec les projections de la Banque centrale et supérieure à la moyenne de 2,2 % calculée pour l'Amérique latine par la Banque mondiale.

## Trinité-et-Tobago

La Banque interaméricaine de Développement (BID) a approuvé un prêt de 90 M USD au gouvernement trinitadien pour financer plusieurs projets d'investissement dans le cadre de sa transformation numérique. Ce prêt se décline d'abord par l'allocation de 42 M USD au programme national de transformation numérique en soutenant le développement de l'économie numérique et ses innovations. Le programme contient trois piliers : (i) amélioration du cadre institutionnel entourant l'innovation numérique au niveau national et au travers des agences dédiées, (ii) accélération de la croissance de l'économie numérique, en soutenant les acteurs des écosystèmes de l'innovation (formations, entrepreneurs, incubateurs...) et (iii) renforcement des capacités nationales de cybersécurité, notamment en déployant des politiques publiques, des réglementations et des protocoles spécifiques.

## Dominique

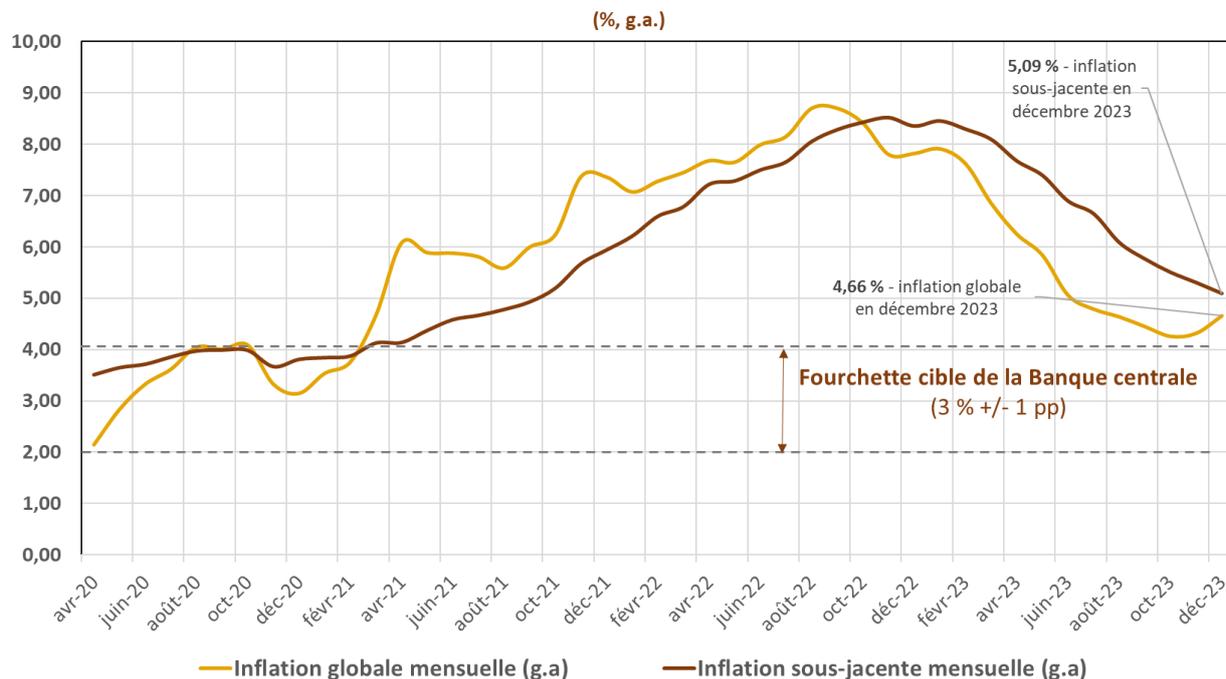
La Banque Mondiale a approuvé son projet de prêt de 38,5 M USD pour la Dominique visant à développer des infrastructures énergétiques résilientes, notamment afin de fournir une énergie propre et durable à bas coût mobilisant les ressources géothermiques disponibles sur le territoire. L'île de la Dominique fait face à des défis économiques importants, exacerbés par les ouragans à répétition et la crise sanitaire.

## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	5,8 %	3,9 %	3,2 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	5,75 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	5,00 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

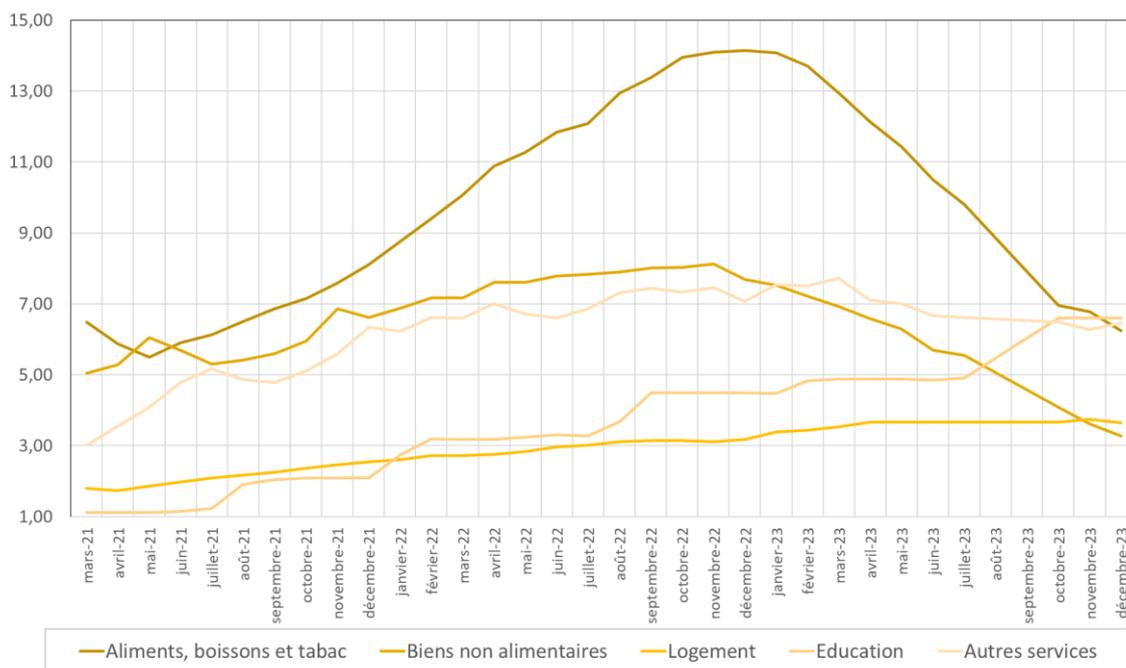
### -Annexe Graphique Mexique -

#### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE



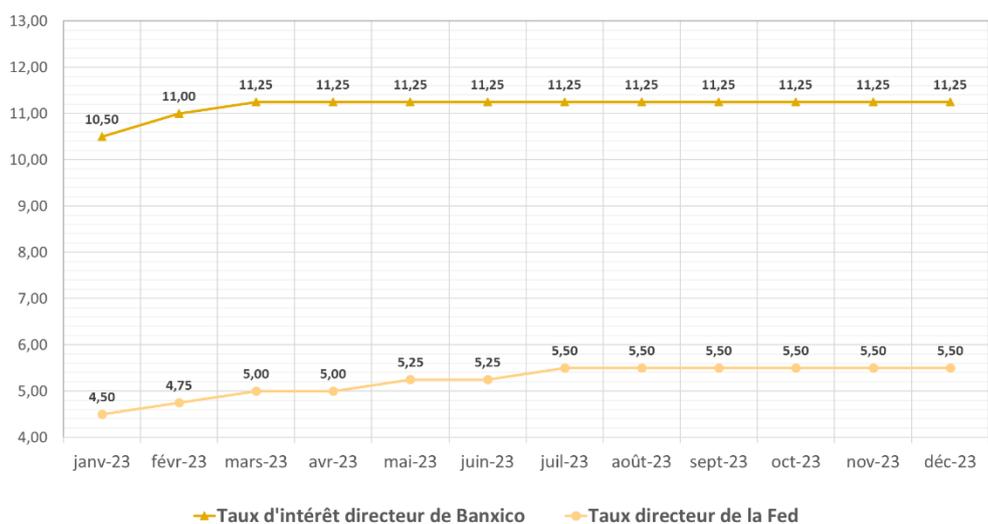
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

### EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

### DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

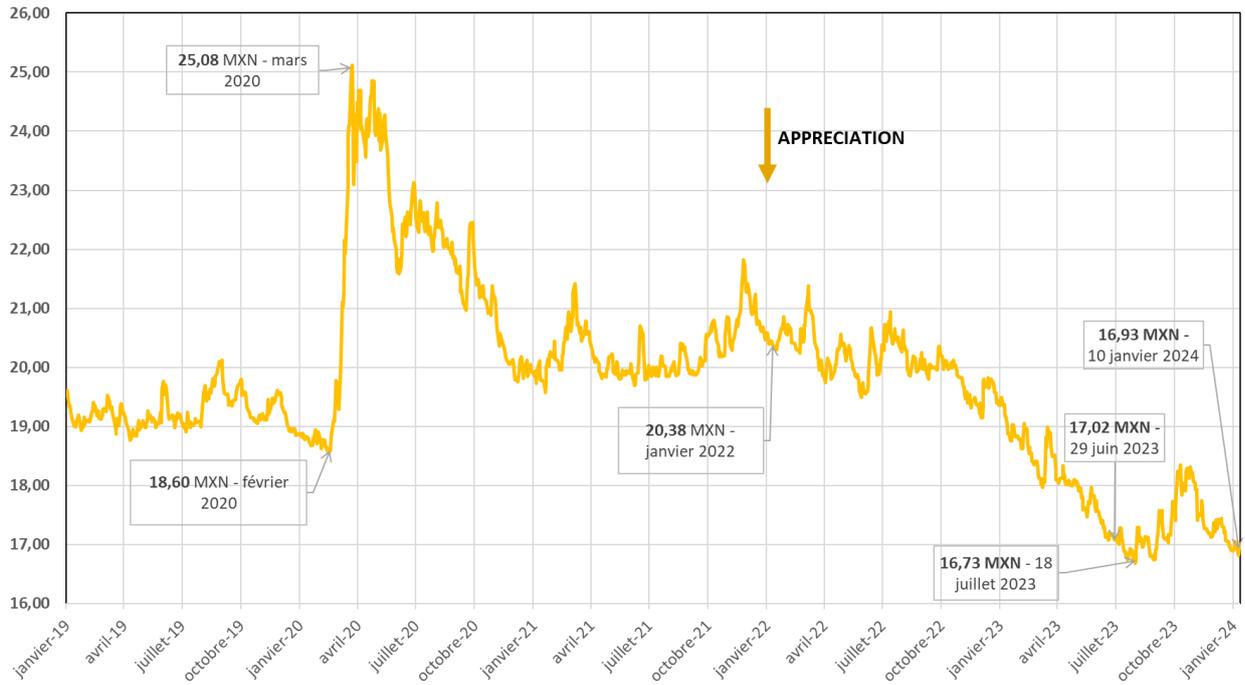


date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

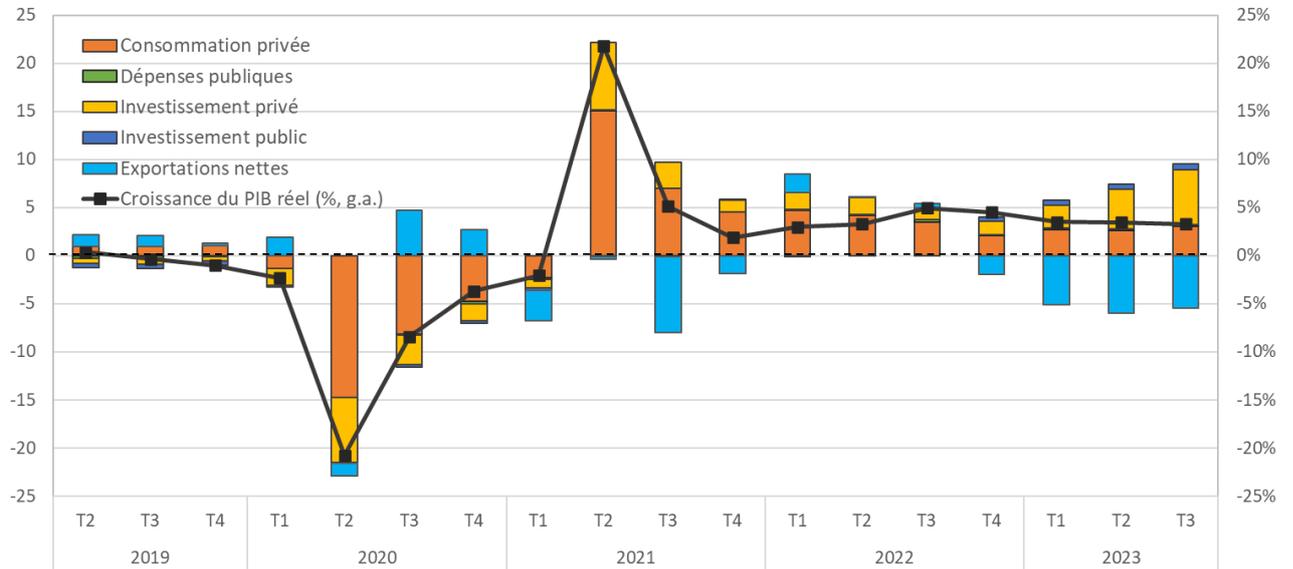
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

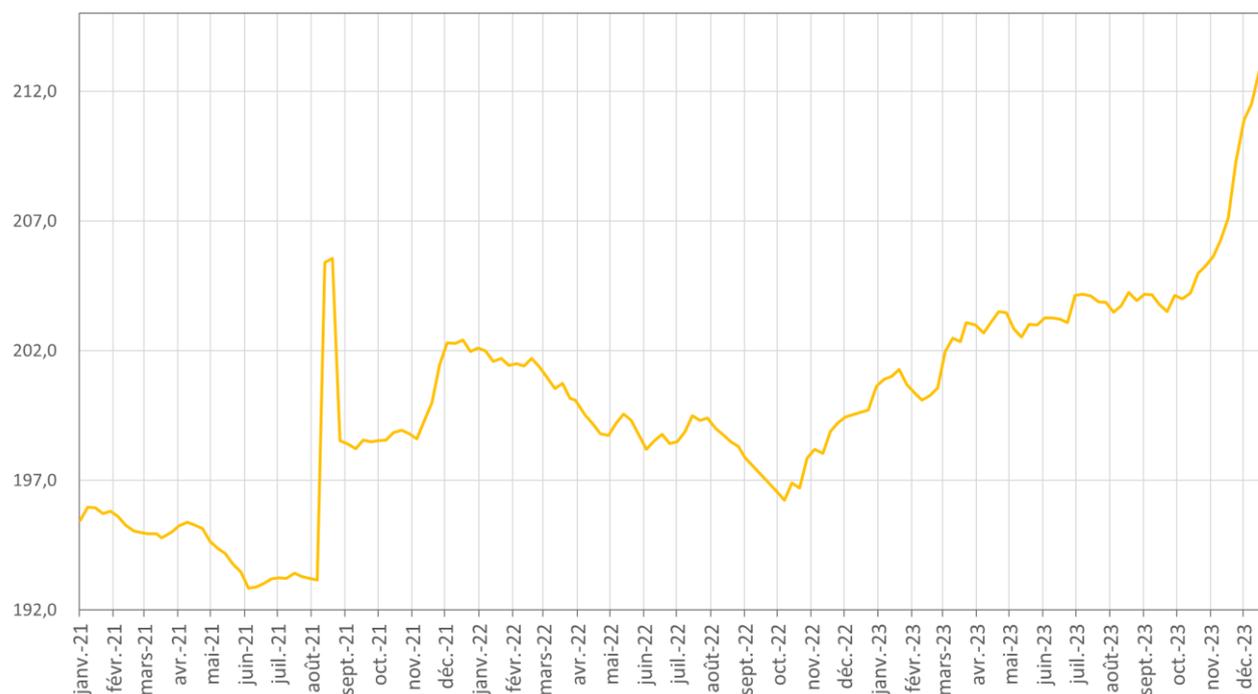
## PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

## NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)